



## CHAPITRE 68

Loi sur le développement des entreprises québécoises  
dans le domaine du livre

[Sanctionnée le 21 décembre 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée  
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Inter-  
prétation:

**1.** Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«contrôle»;

1° «contrôle»:

a) le droit de propriété direct ou indirect en tant que véritable propriétaire sur les titres d'une personne admissible à l'agrément ou la maîtrise sur ces titres, que ce soit une action, une obligation, une débenture ou un titre de créance;

b) le pouvoir de décision sur les titres d'une personne admissible à l'agrément;

c) un droit ou un pouvoir donnant à une personne, à ses ayants droit ou à une personne liée à celle-ci au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), la véritable propriété de la personne admissible, sa maîtrise ou le contrôle effectif de l'administration ou des activités, que ce droit ou ce pouvoir s'exerce par un contrat de gestion ou autrement;

«distributeur»;

2° «distributeur»: une personne, y compris un éditeur, un commissionnaire ou un autre intermédiaire, dont l'activité principale ou accessoire au Québec, à titre exclusif ou à quelque autre titre, est le commerce, la diffusion ou le transport de livres auprès d'une librairie ou d'un point de vente;

«éditeur»; 3° «éditeur»: une personne dont l'activité principale ou accessoire au Québec est le choix et la production d'un manuscrit ou d'un texte sous forme de livre, sa diffusion et sa mise en vente;

«libraire»; 4° «libraire»: une personne dont l'activité principale ou accessoire est la vente au public de livres au Québec;

«livre». 5° «livre»:

a) les publications non périodiques imprimées comptant au moins 48 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, pages de couverture non comprises, assemblées par quelque procédé que ce soit;

b) les publications non périodiques imprimées qui sont des recueils de poésie comptant au moins 32 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, pages de couverture non comprises;

c) les publications non périodiques imprimées, destinées aux enfants, comptant au moins 16 pages de textes ou d'illustrations, ou les deux, ou sous forme de bande dessinée avec ou sans texte, sous couverture brochée ou cartonnée;

d) les publications non périodiques imprimées, présentées sous forme de bande dessinée pour adultes, d'au moins 16 pages, avec textes, sous couverture brochée ou cartonnée;

e) les publications non périodiques imprimées, traitant uniquement de musique, brochées ou cartonnées, ainsi que les méthodes instrumentales ou les partitions musicales, quel que soit le nombre de pages;

f) les publications en série, soit les publications conformes à l'un des paragraphes a) à e) comprenant plusieurs parties ou des volumes publiés successivement sous un titre commun durant une période indéterminée mais non nécessairement à intervalles réguliers;

mais à l'exclusion du manuel scolaire.

Aide  
finan-  
cière.

**2.** L'aide financière que peut accorder, suivant la loi, le gouvernement, un de ses ministères, organismes ou mandataires à une personne faisant commerce dans le domaine de l'édition, de la distribution ou de la librairie ne peut être accordée qu'à des personnes titulaires d'un agrément délivré en vertu de la présente loi ou qui y sont admissibles.

Acqui-  
sition de  
livres.

**3.** Toute acquisition de livres pour le compte d'un ministère du gouvernement, de l'un de ses organismes ou mandataires ou pour le compte d'un organisme mentionné à l'annexe doit, pour être valide, être faite auprès d'un libraire qui est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

**Procédure.** Cette acquisition doit être faite conformément à la procédure, aux conditions, normes et barèmes déterminés par règlement du gouvernement. Les libraires agréés sont tenus de se conformer à ce règlement.

**Titulaire d'un agrément.** **4.** Nul ne peut utiliser le titre d'éditeur agréé, de distributeur agréé ou de libraire agréé ni associer l'agrément à une entreprise ou à un établissement s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

**Distributeur de livres.** **5.** Toute personne qui fait la distribution de livres au Québec doit, aux fins de calcul de leur prix de vente, se conformer aux remises et tabelles déterminées par règlement du gouvernement.

## SECTION II

### CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE

**Constitution.** **6.** Un conseil consultatif de la lecture et du livre est institué.

**Composition.** Le conseil est composé d'au plus quinze membres dont un président.

**Nomination.** Après consultation des principaux groupes, associations et organismes représentatifs des milieux des auteurs, des consommateurs et des entreprises dans le domaine du livre, le ministre nomme au plus douze de ces membres dont le président.

**Fonctionnaires.** Trois autres membres sont des fonctionnaires désignés respectivement par le ministre des affaires culturelles, le ministre de l'éducation et le ministre des communications. Ces derniers membres, cependant, n'ont pas droit de vote.

**Durée du mandat.** **7.** Les membres sont nommés pour au plus trois ans.

**Fonction continuée.** Ils demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

**Vacance.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre en suivant le mode de nomination ou de désignation prévu.

**Incapacité du président.** Au cas d'absence ou d'incapacité du président, le ministre désigne le membre qui le remplace tant que dure cette absence ou cette incapacité.

**Fonctions.** **8.** Le conseil a pour fonctions de donner son avis et de soumettre des recommandations au ministre, à la demande de ce der-

nier ou de sa propre initiative, sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application de la présente loi et des règlements.

Projets de  
réglement.

Le ministre soumet à l'avis du conseil les projets de règlement visés dans la présente loi.

Pouvoirs.

Le conseil peut, dans l'exercice de ses fonctions:

1° solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et groupes sur toute question concernant les projets de règlement, la lecture et le livre;

2° faire effectuer les études et les recherches jugées utiles ou nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Avis du  
conseil.

Le ministre dépose l'avis du conseil concernant les projets de règlement devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception, si elle est en session, sinon le dépôt se fait dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Personnel.

**9.** Le secrétaire et les autres membres du personnel du conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15).

Conflit  
d'intérêt.

**10.** Un membre du conseil ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, prendre part à toute délibération et à toute décision sur une question relative à une entreprise dans laquelle il a un intérêt personnel.

Règle-  
ment du  
conseil.

**11.** Le conseil peut par règlement:

a) pourvoir à sa régie interne;

b) former des comités, en déterminer la composition et déléguer à ces comités l'exercice des fonctions que la présente loi lui attribue.

Appro-  
bation.

Tout règlement visé dans le premier alinéa entre en vigueur dès son approbation par le ministre.

Authen-  
ticité du  
procès-  
verbal.

**12.** Les procès-verbaux des réunions du conseil et de ses comités certifiés conformes par le président ou le secrétaire sont authentiques. Il en est de même d'un document ou d'une copie qui émane du conseil lorsqu'il est signé par le président ou le secrétaire.

Rapport  
du  
conseil.

**13.** Le conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Dépôt  
devant  
l'Assem-  
blée  
nationale.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale si elle est en session, sinon le dépôt se fait dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Rémuné-  
ration.

**14.** Les membres du conseil ne sont pas rémunérés. Toutefois, les membres du conseil et de ses comités qui ne sont pas des membres du personnel de la fonction publique ou d'un organisme dont le gouvernement nomme les membres ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions ou de recevoir une allocation de présence déterminée par règlement du gouvernement.

### SECTION III

#### DÉLIVRANCE DE L'AGRÉMENT

Admissi-  
bilité.

**15.** Est admissible à l'agrément toute personne qui exerce au Québec, pour son propre compte, des activités d'éditeur, de distributeur ou de libraire conformément aux normes et conditions déterminées par règlement du gouvernement.

Personne  
physique.

**16.** Une personne physique est admissible à l'agrément si elle est de citoyenneté canadienne et domiciliée au Québec.

Personne  
morale.

Une personne morale est admissible à l'agrément si:

a) dans le cas d'une corporation à fonds social, toutes les actions de son capital-actions sont la propriété d'une ou plusieurs personnes de citoyenneté canadienne qui sont domiciliées au Québec et si tous ses administrateurs et dirigeants sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

b) dans le cas d'une corporation sans fonds social, tous ses membres sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec; et

c) de l'avis du ministre, elle n'est pas l'objet d'un contrôle direct ou indirect par une ou plusieurs personnes qui ne sont pas admissibles à l'agrément.

Demande.

**17.** La personne admissible qui sollicite un agrément doit transmettre sa demande au ministre des affaires culturelles sur la formule que ce dernier fournit, dans les délais et avec les renseignements et les documents déterminés par règlement du gouvernement.

Avis du  
conseil.

**18.** Le ministre doit, avant de décider d'une demande d'agrément, prendre l'avis du conseil. La demande d'avis est présentée par le fonctionnaire membre du conseil désigné par le ministre.

Rensei-  
gnements  
confi-  
dentiels.

Le conseil n'a pas accès aux renseignements confidentiels soumis avec la demande d'agrément et il doit s'en reporter à ce sujet au rapport du fonctionnaire visé dans le premier alinéa.

Refus.

**19.** Le ministre peut refuser de délivrer un agrément à une personne admissible qui:

a) au cours des cinq dernières années, a fait l'objet d'une cession de biens, d'une proposition ou d'un jugement de faillite à titre personnel, d'actionnaire majoritaire, de dirigeant ou d'administrateur d'une corporation ou d'une société;

b) au cours des trois dernières années, a été déclarée coupable soit d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, soit d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation.

Conditions  
de  
délivrance.

**20.** Le ministre peut assujettir la délivrance d'un agrément aux conditions déterminées par règlement du gouvernement.

Durée.

**21.** L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Durée.

Le ministre peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'il le juge nécessaire ou exiger, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement, une nouvelle demande d'agrément.

Change-  
ment de  
résidence.

**22.** Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit le ministre de tout changement de résidence, de toute aliénation d'actifs ou d'actions ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.

#### SECTION IV

##### ANNULATION OU SUSPENSION DE L'AGRÉMENT

Annula-  
tion ou  
suspension.

**23.** Le ministre peut annuler ou suspendre un agrément si le titulaire:

a) contrevient de façon continue et répétée à la présente loi ou aux règlements;

b) a cessé de répondre aux conditions, exigences, normes ou qualités requises pour la délivrance d'un agrément ou attachées à l'agrément et ce, de façon continue ou répétée;

c) fait une fausse déclaration, fournit de faux renseignements, commet quelque fraude ou malversation lorsqu'il demande ou utilise l'aide du gouvernement visée dans l'article 2.



Avis du  
ministre.

Dans le cas où un tel acte ou une telle omission se continue ou se répète, le ministre doit transmettre à la personne en cause, par courrier recommandé ou certifié, un avis des mesures qu'il entend prendre conformément à l'article 24.

Droit  
d'audition.

**24.** Le ministre doit, avant de décider de l'annulation ou de la suspension de l'agrément, donner à la personne en cause l'occasion d'être entendue et prendre l'avis du conseil.

Décision.

**25.** Une copie certifiée conforme de la décision motivée du ministre doit être transmise par courrier recommandé ou certifié à la personne en cause.

## SECTION V

### APPEL À LA COUR PROVINCIALE

Appel.

**26.** Toute personne dont la demande d'agrément est refusée ou dont l'agrément est annulé ou suspendu peut interjeter appel de la décision du ministre, devant la Cour provinciale, par requête formée dans les trente jours de la réception de la décision du ministre si:

a) les motifs de fait ou de droit invoqués à l'appui de cette décision sont manifestement erronés;

b) la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave.

Requête.

**27.** La requête contient un exposé sommaire des motifs invoqués. Elle est produite au greffe de la Cour provinciale au chef-lieu du district judiciaire où est domicilié le requérant; elle est accompagnée d'un avis d'au moins dix jours de la date de sa présentation et signifiée au ministre.

Contes-  
tation.

La requête ne peut être contestée par écrit mais le tribunal peut, lors de sa présentation, permettre aux parties d'apporter la preuve jugée nécessaire.

Exécution  
de la  
décision.

**28.** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que la Cour n'en ordonne autrement.

Procédure.

**29.** Les règles du Code de procédure civile relatives à l'administration de la preuve, à l'audition et au jugement s'appliquent, en les adaptant, à l'appel interjeté en vertu de la présente section.

Décision.

**30.** La décision de la Cour est écrite, motivée et signée. Elle est sans appel.

Décision transmise aux parties. Le greffier de la Cour doit, dans les huit jours de la décision, en transmettre une copie par courrier recommandé ou certifié à chacune des parties.

## SECTION VI

## ADMINISTRATION

Délégation de pouvoirs. **31.** Le ministre peut déléguer, par écrit et dans la mesure qu'il indique, les pouvoirs que lui confère la présente loi et les règlements, à toute personne désignée par le gouvernement.

Avis au conseil. Le ministre donne avis au conseil de tout acte de délégation émis en vertu du premier alinéa.

Application de la loi. **32.** Le ministre désigne des personnes en vue de surveiller l'application de la présente loi et des règlements.

Inspection. Il peut autoriser ces personnes à :

a) pénétrer aux heures normales de bureau, en présence d'un employé ou de la personne responsable, dans tout établissement, bureau, lieu d'affaires ou local d'un éditeur, d'un distributeur, d'un libraire, d'une institution ou d'un organisme soumis à la présente loi ou aux règlements, et faire l'examen des livres de comptes, rapports, registres ou autres documents pertinents;

b) exiger de toute personne qui en a la garde, le contrôle ou l'accès, tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou des règlements de même que la production de tout document s'y rapportant.

Entrave. **33.** Nul ne doit entraver, de quelque façon que ce soit, dans l'exercice de ses fonctions une personne visée dans l'article 32, la tromper par réticence ou fausse déclaration ou refuser de lui fournir un document ou un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente loi ou d'un règlement.

Immunité. **34.** Une personne désignée par le ministre en vertu de l'article 32 ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

Identification. **35.** Une personne désignée par le ministre à exercer les fonctions prévues par la présente loi ou les règlements doit, si elle en est requise, exhiber la désignation qu'elle détient à cette fin.

Renseignement confidentiel. **36.** Un renseignement obtenu par le ministre dans l'application et l'exécution de la présente loi et des règlements est confidentiel et ne peut être communiqué ou accessible à une personne



qui n'y a pas légalement droit, si ce n'est avec l'autorisation de la personne concernée ou dans tout autre cas prévu par règlement du gouvernement.

Exception. Toutefois, une communication pour fins d'étude, de recherche ou de statistiques peut être autorisée par le ministre à la condition que l'anonymat de la personne concernée soit respecté.

Renseignement au ministre. **37.** Un ministère, un organisme et un mandataire du gouvernement et tout organisme visé à l'annexe doivent, sur demande du ministre, lui fournir tout renseignement nécessaire à l'application et à l'exécution de la présente loi et des règlements.

Exception. Toutefois le premier alinéa ne s'applique pas à un renseignement obtenu dans l'application d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., c. M-31).

## SECTION VII

### RÉGLEMENTATION

Réglementation. **38.** En outre des autres pouvoirs prévus par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis du conseil:

1° définir ce que la présente loi entend par manuel scolaire, remise et tabelles;

2° déterminer la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément;

3° déterminer les activités, occupations ou professions incompatibles avec celles qu'exerce la personne admissible à l'agrément;

4° dispenser une catégorie de personnes, d'entreprises ou d'activités de l'application totale ou partielle de la présente loi et des règlements;

5° établir des régions et, le cas échéant, prescrire aux fins de l'application de la présente loi et des règlements, des normes, conditions et modalités pour chacune d'elles.

Publication d'un règlement. **39.** Le gouvernement doit publier à la *Gazette officielle du Québec* le projet d'un règlement avec avis qu'il sera adopté à l'expiration d'un délai de trente jours.

Entrée en vigueur. Un règlement entre en vigueur le jour de la publication à la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'il a été adopté par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de son texte définitif ou à une date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

## SECTION VIII

## INFRACTIONS ET PEINES

- Infraction.** **40.** Est coupable d'une infraction la personne qui:
- a) contrevient à la présente loi ou à un règlement;
  - b) fait une fausse déclaration lors d'une demande ou d'un transfert d'agrément ou dans un document ou un renseignement requis par le ministre en vertu de la présente loi ou d'un règlement;
  - c) achète ou vend ou offre d'acheter ou de vendre un bien ou un service visé dans la présente loi ou un règlement de façon non conforme à la présente loi ou au règlement.
- Adminis-  
trateur  
réputé  
partie à  
l'infraction.** **41.** Lorsqu'une corporation, association, société, institution ou organisme assujetti à la présente loi ou à un règlement commet une infraction, un administrateur, un membre, un associé, un employé, un fonctionnaire ou un représentant de cette corporation, association, société, institution ou organisme qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou participé est réputé partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour celui qui l'a commise.
- Peine.** **42.** Toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou à un règlement est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais:
- a) d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ pour une première infraction et d'une amende d'au moins 400 \$ et d'au plus 2 000 \$ pour toute infraction subséquente à une même disposition de la présente loi ou d'un règlement dans un délai de deux ans, lorsqu'une personne autre que celle visée au paragraphe *b* commet l'infraction;
  - b) d'une amende minimale trois fois plus élevée et d'une amende maximale six fois plus élevée que celles qui sont prévues par le paragraphe *a* lorsqu'une corporation, association, société, institution ou organisme commet l'infraction.
- Poursuite.** **43.** Toute poursuite est intentée en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.
- Prescrip-  
tion.** Une telle poursuite doit être intentée dans un délai de deux ans après la commission de l'infraction.

## SECTION IX

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

L.R.Q.,  
c. A-11,  
rempl.

**44.** La présente loi remplace la Loi sur l'agrément des libraires (L.R.Q., c. A-11) sous réserve de l'article 46.

Règlement  
en  
vigueur.

**45.** Un règlement ou arrêté adopté en vertu de la Loi sur l'agrément des libraires demeure en vigueur dans la mesure où il est conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements, jusqu'à ce qu'il soit abrogé, modifié ou remplacé par un règlement adopté en vertu de la présente loi.

Certificat  
d'agré-  
ment.

**46.** Tout certificat d'agrément délivré en vertu de la Loi sur l'agrément des libraires demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1980 ou, si une demande d'agrément a été remplie, jusqu'à ce que le ministre délivre ou refuse de délivrer un agrément en vertu de la présente loi, à moins que le certificat ne soit suspendu ou annulé en vertu de la section IV de la Loi sur l'agrément des libraires.

Interpré-  
tation.

**47.** Dans une loi, une proclamation, un arrêté en conseil, un contrat ou un document, un renvoi à la Loi sur l'agrément des libraires est censé être un renvoi à la présente loi.

Conseil  
consultatif  
de la  
lecture et  
du livre.

**48.** Le conseil consultatif de la lecture et du livre succède au comité consultatif visé dans l'article 3 de la Loi sur l'agrément des libraires.

L.R.Q.,  
c. M-20,  
aa. 4.1-  
4.3, aj.

**49.** La Loi sur le ministère des affaires culturelles (L.R.Q., c. M-20) est modifiée par l'insertion, après l'article 4, des articles suivants:

Politique  
de déve-  
loppement  
de l'indus-  
trie du  
livre.

«**4.1** Le ministre est chargé de proposer au gouvernement une politique de développement de l'industrie du livre et, dans ce cadre, d'élaborer des règles relatives à l'acquisition de livres faite pour le compte des ministères et organismes visés dans l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (1979, c. 68) ainsi que des normes et barèmes relativement au mode de calcul du prix de vente des livres distribués au Québec.

Coordi-  
nation.

«**4.2** Le ministre coordonne la mise en oeuvre de la politique de développement de l'industrie du livre approuvée par le gouvernement et surveille l'application des règles adoptées par ce dernier dans le domaine du livre.

Pouvoirs  
du  
ministre.

«**4.3** Le ministre peut aux fins d'application de la présente loi et de toute autre loi dont il est chargé de l'application:

a) conclure, suivant la loi, une entente avec un gouvernement, un ministère ou un organisme gouvernemental ou toute autre personne;

b) accorder de l'aide aux personnes dont les activités relèvent de sa compétence en vertu de la loi.»

Sommes  
néces-  
saires.

**50.** Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1979-1980 et 1980-1981, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.

Dispo-  
sition  
appli-  
cable.

**51.** La procédure établie en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 s'applique à un organisme mentionné à l'annexe malgré toute disposition inconciliable d'une loi qui le régit.

Ministre  
respon-  
sable.

**52.** Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée  
en vigueur.

**53.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

## ANNEXE

a) Les corporations municipales, municipalités régionales de comté, communautés urbaines et régionales ainsi que tout organisme relevant de leur autorité, quelles que soient leur désignation et la loi qui les régit;

b) les commissions scolaires ainsi que tout organisme relevant de leur autorité, quelle que soit la loi qui les régit;

c) les collèges d'enseignement général et professionnel;

d) les institutions assujetties à la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9);

e) les bibliothèques publiques et les bibliothèques centrales de prêt au sens où l'entend la Loi sur les bibliothèques publiques (L.R.Q., c. B-3);

f) les établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).